



HAL
open science

Race, groupe, communauté, township, suburb, territoire. Retour sur quelques concepts complexes et sur leur application à l'Afrique du Sud

Philippe Guillaume

► **To cite this version:**

Philippe Guillaume. Race, groupe, communauté, township, suburb, territoire. Retour sur quelques concepts complexes et sur leur application à l'Afrique du Sud. Rencontres scientifiques franco-Sud-Africaines de l'innovation territoriale, Jan 2002, Grenoble - Avignon, France. pp.11. halshs-00749383

HAL Id: halshs-00749383

<https://shs.hal.science/halshs-00749383>

Submitted on 7 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque Recompositions territoriales, confronter et innover, Territorial restructurings, comparisons and innovations. Proceedings of the French-South African meeting on territorial innovation. Actes des Rencontres franco-sud-africaines de l'innovation territoriale janvier 2002

Partie II Villes secondaires, confins et métropoles : l'innovation au cœur ou à la périphérie ?

Philippe GUILLAUME (IFAS) :

Race, groupe, communauté, township, suburb, territoire.

Retour sur quelques concepts complexes et sur leur application à l'Afrique du Sud

Race, groupe, communauté, township, suburb, territoire Retour sur quelques concepts complexes et sur leur application à l’Afrique du Sud

Philippe Guillaume Dr., Directeur IFAS-Recherche
philippe@ifas.org.za

L’agora... sur les murs

Le thème de la déségrégation, et par-delà celui de la « ville post-apartheid », tel qu’il a été présenté et défendu par les acteurs civils et politiques au tournant des années 1990 s’est révélé une gigantesque casserole creuse dans laquelle se sont nourris l’essentiel des penseurs de la « nouvelle Afrique du Sud ». J’en ai fait partie, et il faut admettre que la recette était tentante. Parce qu’après avoir conçu des villes qui étaient de véritables « crimes contre l’urbanité », comme l’a écrit Jacques Lévy (*in* Rennes J.-M. (dir.), 1999), nous assistions là à une réinvention post-moderne de la *Cité*, celle par qui les citoyens deviennent citoyens. Dans le même ouvrage, Melissa Whitehead, alors porte-parole de la métropole, souhaitait que Johannesburg « cesse d’être une ville d’exclusion et de restriction, de contrôle et, dans certains cas, de déclin, et devienne un lieu d’opportunité, d’expansion, de densification et de croissance économique au bénéfice de tous ».

Pour cela, la ville doit modifier radicalement ses structures. Des équipes de consultants, des organismes para-étatiques (*Urban Foundation, South African Housing Trust, Development Bank of South Africa...*) assistent le gouvernement et notamment la Commission De Looor, chargée par Frederic de Klerk de formuler une nouvelle politique nationale et matière d’habitat et de planification urbaine. La Banque Mondiale a elle aussi envoyé ses experts se pencher sur les problèmes urbains sud-africains, et formuler des recommandations.

Globalement, les conclusions se rejoignent. D’abord sur les constats : la ville d’apartheid est une des villes les plus inefficaces du monde et il faut la repenser dans sa globalité. Une nouvelle société, démocratique, égalitaire, libre, pourra mieux s’épanouir dans un cadre qui ne sera plus synonyme d’étalement, de fragmentation, de monotonie et d’exclusion. Sur le plan institutionnel, le Livre Blanc sur le logement, en 1994, pose les bases de la nouvelle politique urbaine. Le contraste par rapport à l’existant est pour le moins saisissant : il s’agit ni plus ni moins de rompre avec toutes les structures et dynamiques qui ont construit l’urbain depuis des générations, pour faire des villes sud-africaines des villes gérables, efficaces, intégratives... ainsi que des espaces publics, reprenant ainsi la scénographie gréco-romaine qui est représentée sur nombre de fresques des centres commerciaux de la métropole (Sandton Square, Montecassino, Ceasar’s Palace...).

Pour le chercheur européen, rien de révolutionnaire. Ce qui est décrit n’est jamais que ce qu’il expérimente depuis sa naissance, ce qui est inscrit au plus profond de sa culture urbaine. De plus, peu de chercheurs européens, même s’ils appliquent une démarche scientifique rigoureuse, ne parviennent à échapper à la naissance de sentiments affectifs envers l’Afrique du Sud et ses villes. À ce titre, le thème de la déségrégation est particulièrement important à nos yeux, tant scientifiquement qu’affectivement. Or, l’article publié dans *l’Espace Géographique* concluait que les processus de déségrégation dans le centre de Johannesburg n’avaient pas forcément été ponctués de succès. Cinq ans après, nous sommes en mesure de confirmer cette analyse, ainsi que de la compléter.

Globalement, les espaces centraux de Johannesburg (CBD, Joubert Park, Hillbrow, Berea, Yeoville) sont passés d’une population essentiellement blanche à la fin des années 1970 à une population essentiellement noire au début des années 1990, suivant les étapes suivantes :

- **1974** : la municipalité retire les pancartes *Whites only* sur les bancs publics ;
- **1975** : le Carlton Center, dans le CBD, est autorisé à ouvrir le premier restaurant accessible à toutes les « races » ; les théâtres s’ouvrent pour la première fois à toutes les « races » lors de la même représentation ;
- **1976** : 20 hôtels obtiennent le statut « international », signifiant ainsi qu’ils peuvent accueillir des clients sans aucune restriction ; 21 se voient refuser cette autorisation ;
- **1977** : les procédures d’enregistrement des plaintes sont harmonisées ;
- **1981** : les enfants africains sont autorisés à s’inscrire dans les écoles privées ;
- **1982** : le procès Govender limite les évictions dans le cadre du GAA : il faut désormais que les citoyens en infraction puissent disposer d’alternatives de logement objectives ;
- **1984** : un amendement du GAA autorise les autorités locales à demander le statut de « zones de commerce libres » ;
- **1985** : de nombreux cinémas sont désormais ouverts à toutes les « races » ;
- **1986** : trois lignes de bus gérées par la municipalité sont déségrégées ; vote de la Proclamation 17 qui ouvre le CBD ;
- **1987** : le Conseil d’État réaffirme le principe de la ségrégation résidentielle mais reconnaît la nécessité de mécanismes pour la déségrégation de certaines aires ;
- **1988** : pour cela, trois projets de lois sont conduits devant le Parlement : le *Free Settlement Areas Bill*, le *Group Areas Amendment Bill* et le *Local Government Affairs in Free Settlement Areas Bill* ; une crise constitutionnelle s’ensuit ;
- **1989** : le *Free Settlement Areas Act* et le *Local Government Affairs in Free Settlement Areas Act* sont votés ; le *Johannesburg City Council* ouvre les bus, les piscines et les centres de loisirs à toutes les « races » ;
- **1990** : le *Johannesburg City Council* permet l’établissement libre de tout commerce par tous les citoyens dans l’aire municipale.

Cette véritable mutation démographique et sociale des espaces centraux de la métropole a été possible grâce à une double dynamique. D’un côté, les vastes appartements du centre de Johannesburg n’ont plus la cote auprès de la classe moyenne et supérieure blanche : les villas avec piscines et jardins des banlieues nord, alors en plein développement, sont beaucoup plus attractives. En même temps, la crise du logement dans les townships bat son plein : le gouvernement considère toujours que la citoyenneté des « non-Blancs » est temporaire. En conséquence, la construction des *matchboxes* dans les townships est arrêtée au début des années 1970, au profit du développement des bantoustans. Le surplus de logements dans les quartiers « blancs » était estimé à plusieurs milliers en 1985 ; dans les townships, par contre, il manquait à la même date 5 855 dans les aires réservées aux Métis, 5 135 chez les Indiens et entre 120 000 et 140 000 chez les Africains. Quelques téméraires se sont donc engouffrés dans la brèche : des familles d’Indiens et de Métis sont venues habiter illégalement vers 1975 dans le centre-ville, grâce à la complaisance de propriétaires soucieux de trouver des locataires. Après quelques péripéties¹, l’occupation des « non-Blancs » dans ces quartiers est reconnue comme permanente après 1984.

¹ Pour plus de détails, voir Guillaume, 2001, et surtout l’ouvrage d’Alan Morris, 1999.

À ce moment-là, ces quartiers jouissent d’une image extrêmement positive : ils sont le symbole d’une nouvelle Afrique du Sud, urbaine, mixte, dynamique. Au début des années 1980, Hillbrow est l’emblème de ce renouveau et tire sa réputation de son cosmopolitisme ainsi que par son urbanité renouvelée. Disquaires, librairies, boutiques de mode, cafés, restaurants et boîtes de nuit participent à son rayonnement. Le quartier est vivant, vibrant, coloré, les intellectuels côtoient les artistes et tous ensembles concentrent les espoirs du pays. À la fin des années 1980, il commence toutefois à passer de mode et, en quelques années, le quartier adjacent de Yeoville prend le relais, avec les mêmes arguments. Le rayonnement de Yeoville sera lui aussi de courte durée puisque le quartier perdra une grande partie de son attrait à partir de 1998. La mixité a toujours été temporaire dans ces quartiers.

La baisse de l’attractivité de ces quartiers tourne autour d’un seul argument, construit de la manière suivante : Hillbrow et Yeoville ne sont plus ce qu’ils étaient, ils sont beaucoup moins fréquentables qu’auparavant et de plus, très violents. L’alchimie subtile a disparu : cette fusion entre les « races », les classes sociales, les intellectuels, artistes, frimeurs, aventuriers, jolies filles et noctambules a laissé place à un ensemble interlope beaucoup trop voyant, composé de clochards, de gosses de rues, de prostituées, de dealers, de gangs etc. Ces quartiers ne remplissent plus aucune des règles de la civilité et ne sont plus à même de se maintenir à un minimum acceptable de production culturelle. Même les plus fervents défenseurs de ces lieux finissent par chercher un logement ailleurs et une phase de déclin peut se dérouler complètement en moins de deux ans.

Avec l’évolution de ces quartiers, nous assistons à un glissement de terrain de la violence urbaine : elle opère désormais dans la ville, lieu central et symbolique qui structurait fortement, auparavant, la géographie mentale des résidents Blancs de Johannesburg ; elle n’est plus réservée à ces endroits obscurs et masqués qu’étaient les townships et les camps de *squatters*. L’abandon physique du CBD et des quartiers environnants s’est doublé d’une rupture sentimentale : la bourgeoisie (blanche comme noire) s’est reconstruit une nouvelle appartenance à Johannesburg, vingt kilomètres plus au nord dans des quartiers résidentiels dont Sandton est l’emblème. L’urbanisme, depuis peu, illustre clairement la montée des préoccupations sécuritaires. À Sandton et à Randburg, son voisin un peu moins chic, il est frappant de noter depuis 1997 la « privatisation » massive des espaces de vie. Ces quartiers, principalement composés de villas avec piscine, sont de plus en plus regroupés en unités de voisinage, avec des voies d’accès limitées et des postes d’entrée fortement gardés.

Pour les sud-africains, la causalité de ces dynamiques s’exprime d’une manière extrêmement réductrice : il est communément admis que c’est le départ des Blancs (qui est une jolie forme sémantique pour ne pas dire « l’arrivée des Noirs ») qui est à l’origine du déclin de ces lieux. Pour une majorité des résidents de Johannesburg, le centre-ville est un lieu en complète déperdition. Or, il est possible de réfuter les principaux arguments.

La colonisation des lieux par une population de hooligans : le centre de Johannesburg ne comporte pas une population si uniforme que cela, il possède une urbanité absolue sans égale par rapport à celle des townships, mais surtout, la population qui y a migré est généralement plus instruite et qualifiée, et dispose de revenus supérieurs à la fois à la moyenne des résidents des townships et aux Blancs qui habitaient précédemment dans ces quartiers. Aussi, les résidents du centre-ville disposent en moyenne de revenus plus décentes que ceux qui vivent dans les townships (Morris, 1999) : si 22 % gagnent moins de 1 000 rands par mois, la majorité se situe dans la fourchette des 2 000 / 5 000 rands mensuels et 95 % des foyers disposeraient au moins d’un revenu, formel ou informel. Cette population est de surcroît

majoritairement jeune et en grande partie célibataire ou vivant en couple sans enfant. Une grande partie de ces habitants provient également des townships environnants.

Surpeuplement et déclin du bâti : concernant l’état du bâti et le sentiment de déclin généralisé, les perceptions sont là aussi en grande partie infondées. Avec l’arrivée nouvelle des populations « de couleur », on pourrait en effet supposer qu’une grande proportion des appartements du centre-ville sont devenus surpeuplés. Des études ont montré le contraire.

Prenons par exemple le parc d’appartements, estimé à 70 000 dans la partie centrale de Johannesburg : son taux d’occupation moyen de 2,21 personnes par appartement est donc sans commune mesure avec l’image de surpeuplement fréquemment véhiculée par les médias, bien que ce taux moyen ne doive pas exclure des situations de logement bien plus difficiles. De même, 8 % des foyers seulement seraient en situation de partage de logement.

Avec le surpeuplement est fortement associée l’idée d’un déclin général des conditions de vie et de rupture presque totale des équipements et des services. Les enquêtes ont montré là encore qu’on ne peut être aussi catégorique. 10 % seulement du parc immobilier serait en situation de « taudis », c’est-à-dire avec une dégradation partielle ou totale du circuit électrique, des ascenseurs, de l’approvisionnement en eau et des conduits d’évacuation ; le nombre de citoyens vivant dans ces conditions est estimé à un peu plus de 6 000. Il y a par ailleurs une forte corrélation entre la dégradation des immeubles et un taux d’occupation de plus de 4 personnes par chambre. Dans les appartements où il y a 3 occupants ou moins par chambre, le degré de fonctionnement des installations est satisfaisant : plus de 90 % avaient l’électricité et environ 90 % avaient l’eau au début des années 1990. Plus récemment, une enquête conduite par la municipalité de Johannesburg a révélé dans le secteur du CBD, de Joubert Park et d’Hillbrow des taux de dysfonctionnement s’élevant à 32 % pour l’électricité, 19 % pour l’eau et 13 % pour les toilettes.

Il reste nécessaire d’apporter une précision, qui permettra de nuancer fortement une relation de cause à effet liant la déségrégation résidentielle et la dégradation du parc immobilier. La plus forte proportion des immeubles « taudifiés » se trouve dans le CBD et dans le quartier de Joubert Park, beaucoup moins dans les quartiers d’Hillbrow et de Berea. Entre alors en compte l’âge du bâti : à Joubert Park et dans le CBD, les immeubles datent principalement des années 1920 alors que dans les deux autres quartiers, les constructions relèvent plus souvent des années 1950 et 1960 ; il y avait en 1965 250 % d’appartements de plus à Hillbrow qu’en 1945 (Morris, 1999). Aussi, compte tenu de l’âge des constructions, il apparaît que nombre des immeubles résidentiels du CBD et de Joubert Park nécessitaient de toute façon une intense réfection. Il n’est donc pas surprenant de trouver dans ces immeubles la fraction la plus pauvre de la classe africaine citadine vivant dans les espaces centraux de Johannesburg ; il n’est pas surprenant non plus de voir que nombre d’entre eux vivent dans des conditions de surpeuplement. Pour autant, l’état du bâti au moment du processus de déségrégation permet de s’affranchir du critère « racial » pour expliquer la relation entre celle-ci et la dégradation du bâti.

La symbolique du paysage : le processus de déségrégation résidentielle a incontestablement apporté dans la ville de nouveaux signes d’une diversité culturelle. Stephen Rule signale ainsi (1995), à propos du quartier de Bertrams, nombre de symboles de cette diversité : magasins aux enseignes portugaises, dentistes signalant leurs services en zoulou, mosquée en cours de construction... Pour un quartier qui a été pendant très longtemps peuplé d’Afrikaners vivant dans des *matchboxes* appartenant à la municipalité, la transformation est notable.

Pour autant, certaines modifications du paysage sont porteuses d’attributs négatifs. Lawrence Schlemmer et Louise Stack rapportent (1990) une enquête menée à Yeoville en 1988 et où il apparaît que la déségrégation était perçue comme une menace. Les résidents

s’inquiétaient de la montée de l’alcoolisme, de l’établissement de *shebeens*, du vagabondage dans les lieux publics, du surpeuplement, de la détérioration du quartier. Dès 1983, des journaux populaires tels que le *Citizen* rapportent que la criminalité augmente, que les gens « de couleur » dégradent le quartier et urinent en public et concluent que « le mode de vie traditionnel des Blancs est menacé » (Morris, 1999). Si des éléments conservateurs se manifestent, ils ne sont pourtant pas représentatifs du quartier : Yeoville comporte « une grande part d’universitaires et d’immigrants européens, ainsi que de jeunes Blancs libéraux et spatialement très mobiles » (Bähr, Bock & Jürgens, 1998). Les perceptions conservatrices semblent alors l’emporter sur les considérations libérales.

Or, ces perceptions relevaient plus du fantasme ou de la mythologie, car si les premiers arrivants « de couleur » ont occupé Yeoville en 1985, c’est en 1991 que le quartier a connu une hausse sensible du processus de déségrégation. Une hausse sensible qui ne transforme cependant pas radicalement le profil du quartier : de 1991 à 1995, les Noirs et Indiens ne sont entrés que dans 9,3 % des transactions immobilières du quartier, portant sur 322 maisons et appartements (Bähr, Bock & Jürgens, 1998 : 8).

Très peu de ces éléments signalés par ces résidents correspondaient donc à la réalité. Tout juste de nouveaux arrivants étaient-ils présents dans les lieux. Ce n’est que dix ans plus tard que le quartier a connu une transformation, sensible cette fois, de ses paysages. Claire Bénit, qui a résidé à Yeoville, témoigne (1998) :

« Un séjour à Yeoville nous a également permis d’appréhender la rapidité des processus de réségrégation et de dégradation du quartier. En cinq mois, nous avons assisté en effet à la fermeture d’un grand café, au départ de deux librairies (et à leur remplacement par des magasins bon marché), à l’occupation du parc par des sans-abri, au squatt de plusieurs maisons entraînant la rue dans une spirale de taudification (vitres brisées, odeurs d’urine, boutiques informelles s’installant dans les logements et les garages : épiceries, salons de coiffure, bar informel...) ».

Les récits de Lawrence Schlemmer & Louise Stack et de Claire Bénit, à propos du même quartier, nous permettent d’aborder le domaine complexe des représentations. Il suffit en effet que se modifie une partie du profil résidentiel d’un quartier pour que, dans une large part, ce phénomène soit associé à des modifications profondes du paysage et des pratiques. Quelques signes suffisent à dresser des généralités : quelques étalages de commerçants informels, quelques personnes sans emploi déambulant dans les rues suffisent pour faire naître la crainte d’une dégradation totale et presque immédiate des espaces publics. Or, nous venons de voir qu’à Yeoville, dix ans se sont passés entre l’expression de ces craintes et la réalisation de quelques-uns de ces fantasmes, à savoir :

- l’occupation permanente des jardins publics par des *squatters* (sans construction) ;
- la présence de blocs de maisons entièrement occupés par des *squatters* et dans un fort état de délabrement ;
- la permanence du commerce informel dans les rues, la présence « d’adultes hobos » dirigeant des voitures sur des places de parking ;
- le changement des activités économiques (des librairies spécialisées - il y avait notamment une librairie marxiste - aux commerces consacrés à la vente de vêtements bon marché, en passant par les officines de tatouage ou les *sex shops...*) et à la modification des espaces de rencontre (bars, pubs, restaurants ou boîtes de nuit), s’adaptant ainsi à une nouvelle clientèle.

En l’espace de ces dix ans, nous avons assisté à la disparition presque totale de la population blanche dans des secteurs entiers du quartier.

Le processus de déségrégation résidentielle ayant touché les espaces centraux de Johannesburg dans leur globalité, tous les quartiers concernés souffrent donc d’un important déficit d’image. Or, ces quartiers ont des profils résidentiels différents : certains sont très majoritairement composés d’un habitat pavillonnaire (Bertrams, Doornfontein, Lorentzville, Judith’s Paarl), d’autres sont essentiellement composés d’immeubles collectifs (CBD, Joubert Park, Hillbrow, Berea), certains enfin sont mixtes (Yeoville, Bellevue). Si l’on admet que certains lieux peuvent disposer d’une forte symbolique (telle la tour *Ponte*, surmontée d’une gigantesque enseigne *Coca Cola*, qui était en 1975 le lieu de résidence le plus « branché » de la population blanche et qui est maintenant surnommée *Kinshasa* ou *Tour des Zaïrois*), on conviendra pourtant que les paysages ne sont pas partout les mêmes et que nombre des composantes sont variables (commerce informel, nombre de piétons, densité du transport collectif, état de dégradation du bâti...).

Tous ces quartiers, pourtant, souffrent d’une image fortement négative, même si certains ne disposent pas d’éléments hautement visuels et aggravants, tels que la prostitution (estimée à 1 000 personnes (Morris, 1999) et principalement située dans le CBD, Joubert Park, Hillbrow et Berea), les revendeurs de drogue (très présents à Hillbrow, Berea et Yeoville) ou encore les bandes d’enfants drogués, armés et totalement laissés à la dérive (Joubert Park, Hillbrow et Berea), auxquels il conviendrait de fournir des structures d’encadrement et d’accueil.

Deux faits doivent alors retenir notre attention. Un : les paysages des quartiers centraux de Johannesburg ont incontestablement changé depuis le début du processus de déségrégation. Deux : ce processus a aussitôt été accompagné d’un très fort sentiment de déclin global de l’aire : surpeuplement et dégradation du bâti entraînés par l’arrivée d’une population « irrespectueuse », perte des valeurs morales élémentaires et de toute forme de civilité. Or, ce sentiment précède de beaucoup la réalité et les changements des pratiques et des paysages sont toujours perçus négativement par la population blanche présente dans les lieux. Permettons-nous quelques déductions.

La société blanche sud-africaine des années 1980 n’était pas prête à l’arrivée d’une communauté « intruse » par la force dans un espace qui lui semblait réservé. Cette communauté a fait l’objet de regards stigmatisants, elle a été analysée sous le mode de « l’étrange », de « l’étranger ». Les Blancs ont fait preuve d’un culturalisme tout « huntingtonien », traçant consciemment ou non des barrières infranchissables et indissolubles entre « soi » et « les autres ».

Dès lors, chaque marque de l’installation de cette nouvelle communauté, pour légitime, naïve ou anecdotique qu’elle soit, a été vécue comme une agression, selon un phénomène décrit il y a longtemps par Mary Douglas (1971) ou plus récemment par Martine Xiberras (1996) lorsqu’elle évoque la relation entre la densité sociale et la densité morale. Ce sentiment d’agression ne permet pas de partager l’espace, de créer ensemble de nouvelles pratiques ou de nouveaux paysages.

La dynamique des espaces centraux de Johannesburg fait également penser à une autre théorie des sciences sociales, même s’il n’est pas possible de s’assurer de l’absolue validité de son application. La prévision par les Blancs du déclin des espaces centraux de la métropole suffit pour entraîner leur départ, bien avant la manifestation tangible et irréversible de signes leur prouvant une dégradation des repères sociaux et moraux qu’ils considéraient comme normatifs. Le départ des Blancs anime une dynamique d’abandon des espaces, et la dégradation prévue finit par se réaliser. Cette théorie a été présentée en 1948 par le sociologue Robert K. Merton comme « prophéties auto-réalisatrices » (*self-fulfilling prophecy*) (voir J.-F. Staszack, 2000). Cette théorie trouve de multiples applications dans les sciences économiques

et sociales et, en ce qui nous concerne, permet d’expliquer la « ghettoïsation » de certains espaces. Son originalité est qu’elle ne nécessite pas le racisme des acteurs, fuyant un espace parce qu’il vient d’être « envahi » : elle se nourrit simplement de l’intolérance présumée des autres. La presse, les perceptions populaires, les rumeurs jouent évidemment un grand rôle dans cette dynamique.

La spirale de la violence : il est assez délicat d’aborder les thèmes de la violence, de la ville et de la société sud-africaines, tant ces thèmes affectent de multiples sensibilités. Ce point sera donc brièvement traité ici : un constat et deux remarques.

Constat : les quartiers centraux de Johannesburg sont associés à un taux de délinquance et de criminalité proprement effrayant. Il est réel : agressions, cambriolages, viols et meurtres atteignent des taux qui rendent ces quartiers bien plus dangereux que des villes connues pour être des « capitales du crime », telles que Chicago, New York ou encore Sao Paulo. La presse relaie évidemment ces taux de criminalité, et ne se prive pas de rapporter, photos choc à l’appui, nombre de faits divers. La police a du mal à agir dans ces quartiers ; les compagnies de sécurité privées reconnaissent ne plus pouvoir agir à Hillbrow en 1990-91 (Morris, 1999). Au même moment, les services de bus municipaux avaient été suspendus pour « des raisons de sécurité ». En toute objectivité, fréquenter ces quartiers peut parfois être dangereux.

Dans toute l’Afrique du Sud, à chaque début d’un processus de déségrégation résidentielle, la population blanche présente dans les quartiers concernés s’est systématiquement plainte d’une hausse de la délinquance et de la criminalité. Ce fut le cas à Durban en 1990, ce fut le cas au Cap à la même époque, ce fut bien évidemment le cas dans les différents quartiers de Johannesburg (voir, par exemple, l’étude des perceptions des différentes communautés proposée par Schlemmer et Stack en 1990). Or, il se révèle à chaque fois que la police ne corrobore pas ces perceptions. La déségrégation résidentielle naissante dans ces quartiers ne s’accompagne pas d’une augmentation significative du nombre de cambriolages, d’agressions ou de meurtres. Si la délinquance et la criminalité augmentent, c’est toujours quelques années plus tard. Aux perceptions habituelles invoquant le facteur « racial », il convient d’ajouter quelques explications : la dégradation du quartier, la hausse des densités et la transformation de diverses pratiques sociales, selon des processus expliqués plus haut, entrent certainement en ligne de compte.

Il convient également de préciser que si les quartiers centraux de Johannesburg sont des hauts lieux de la délinquance et de la criminalité, celle-ci affecte toujours prioritairement les townships. Selon le *Greater Johannesburg Transitional Metropolitan Council*, 70 % de la criminalité de la métropole se produisent en effet dans les townships. Cela n’est pas nouveau : en 1992, la police avait recensé 1 668 meurtres et 2 020 viols à Soweto, 633 meurtres et 434 viols dans Johannesburg proprement dit, 140 meurtres et 361 viols dans les quartiers résidentiels pour population aisée (Sandton, Randburg) situés au nord de la métropole (De Montclos, 1997 ; 2 : 378).

La violence entre pourtant dans les perceptions populaires comme cause principale d’un déclin de l’économie du centre-ville, déclin qui suit bien évidemment le processus de déségrégation. En tant que telle, la déségrégation « raciale » ne constitue pas un argument pertinent, ni positif ni négatif : cela ne correspond simplement pas à l’expérience urbaine des citoyens, ni à un quelconque modèle, pas plus qu’à un type de projection vers le futur.

Stratégies résidentielles

Dans les stratégies résidentielles (quitter un logement, en choisir un nouveau, rêver d’un quartier où l’on aimerait habiter), la question de la sécurité prime sur toutes les autres

considérations, y compris celles liées à l’accessibilité, aux services, à l’éducation ou encore aux commerces. On revient inlassablement à la question de la violence urbaine et de l’insécurité² : l’un des premiers problèmes posés par cette violence est qu’elle participe à la négation même de l’idée de ville, à la possibilité d’un projet commun réunissant des citoyens se revendiquant encore comme citoyens.

Les villes sud-africaines, et particulièrement Johannesburg, semblent être atteintes par une violence sourde et aveugle, frappant à la fois de manière aléatoire et quasi systématique. L’établissement de causalités directes entre la fin de l’apartheid et l’irruption de la violence sur la scène publique serait là, par contre, parfaitement réducteur. Toujours est-il que les quartiers se mettant à l’écart de la vie publique sont de plus en plus nombreux : les rues se ferment, des gardiens armés surveillent des points d’accès de plus en plus réduits et, dans les gigantesques banlieues résidentielles de la métropole, cette dynamique est devenue la norme. La forte demande fait monter les prix et les résidents, satisfaits de ces nouvelles formes urbaines, tiennent tous le même discours : ils se réjouissent d’être à l’abri de l’insécurité. La ville, pendant ce temps, se modèle selon des forces éloignées de ce qui était prôné par le RDP : l’espace public, comme pratique et comme concept, tend à disparaître et il y a atteinte à la démocratie, du moins à celle qui était programmée. Le parallèle entre la fin de l’apartheid, la montée de la violence et l’évolution vers une ville sécuritaire est simple, facile, presque évident. Et si cette violence, bien que réelle, était une mauvaise excuse ?

Dans un tel contexte, la progression du nombre des quartiers sécurisés, parfois appelés *security villages*³, fait de cette forme urbaine particulière un élément significatif de la citadinité sud-africaine. Il est désormais impossible d’ignorer ces quartiers qui, de plus, ne sont plus seulement réservés à une « élite » : on sait bien que les groupes économiquement les moins favorisés usent aussi de tous les moyens dont ils disposent pour se protéger de l’insécurité. En décembre 1999 et janvier 2000, la sous-structure métropolitaine Nord⁴ de Johannesburg (Randburg et ses environs) a reçu pas moins de 35 demandes de clôture de quartier (Landman, 2000).

Dans un rapport de recherche publié à l’été 2000, Karina Landman fait état d’une étude conduite sous l’égide du *Center for Scientific and Industrial Research* de Pretoria : un questionnaire portant sur la privatisation des quartiers a été envoyé à 100 autorités locales du pays ; 43 ont répondu. La moitié de ces autorités locales soutiennent les idées et projets de privatisation des espaces résidentiels, notamment si cela correspond à une demande des habitants et si cela ne constitue pas une entrave à la circulation. Les opposants font valoir l’idée que les routes et les espaces publics doivent être accessibles à tous, que la gestion des services devient problématique, que la sécurité en cas d’incendie est fortement menacée, que cela gêne considérablement les piétons dans la ville et que cela congestionne le trafic automobile ou, plus simplement, que ce n’est pas acceptable dans une démarche globale de gestion des villes. Par ailleurs, ce type de politique ne fait pas forcément l’unanimité⁵ au sein des résidents d’un quartier et l’érection d’un mur est un processus binaire dans lequel le consensus ne peut trouver de place. Nombre de compagnies ont assuré la protection de certains quartiers avec une démarche contraire à la Constitution. Il est vrai qu’il n’existe pas

² Pour l’anecdote, le chiffre d’affaires du secteur de la sécurité privée en Afrique du Sud dépasse légèrement le budget de la police, soit environ 16 milliards de rands (1,6 milliard d’euros).

³ Dans ce cas, le quartier, dans sa totalité, résulte d’un projet conduit par un promoteur privé.

⁴ Découpage administratif obsolète depuis décembre 2000, à l’occasion des dernières élections locales. La métropole s’est dotée de l’équivalent d’une cinquième sous-structure et, en même temps, est revenue au concept de *Megacity* et gère tout d’une manière globale, en supprimant un échelon décisionnaire.

⁵ Même si les militants de la fermeture mènent des campagnes un brin démagogiques, distribuent des tracts où l’on doit répondre à un questionnaire avec des questions du type : « voulez-vous que votre fille soit violée ? Voulez-vous pouvoir encore promener votre chien dans la rue ? » etc. Si la réponse est, respectivement, non et oui, alors il semble que le mur s’impose comme la seule solution...

de politique générale concernant la fermeture des quartiers en Afrique du Sud. La sous-structure métropolitaine Est de Johannesburg (Sandton et ses environs) était une des seules autorités locales à avoir exprimé une procédure concernant la privatisation des unités de voisinage : il est par exemple, un peu naïvement écrit que toutes les fermetures de routes devront être temporaires et ne pas excéder douze mois et précise que l’espace public doit rester comme tel⁶.

Que signifie pourtant ce concept d’espace public dans la société urbaine sud-africaine ? Peu de choses : la rue, par définition, est dangereuse, réservée aux *street traders* ou aux « déviantes », en témoignent le succès de la vie en centre commercial (*shopping mall*) et le déclin des quartiers véritablement urbains, ceux-là même qui avaient connu des processus de déségrégation. L’Afrique du Sud urbaine aujourd’hui est une société où, comme avant, le seul référent urbain est l’homogénéité. On habite avec les siens, en valorisant la cellule familiale et l’espace privé. La réelle nouveauté, si c’en est encore une, est la suppression des barrières « raciales » au profit de modes de sélection socio-économiques.

Conclusion : s’ouvrir sur un autre modèle

Le modèle du post-apartheid était véritablement un piège, non pas dans sa finalité (penser le rééquilibrage et une meilleure intégration sociale) mais dans sa philosophie (une ville « à l’européenne », une *Cité*, dans le sens noble du terme). L’Afrique du Sud urbaine ne peut pas rentrer dans ce modèle, non seulement parce qu’elle n’a pas été éduquée pour, mais également parce que cela ne correspond à rien de concret ou de significatif dans la société actuelle.

Terminons sur une provocation (non gratuite) : pour des raisons historiques, la majorité des quelques chercheurs ayant travaillé en France ont été des chercheurs engagés, qui combattaient contre une injustice et pour la liberté. Leur action a été essentielle dans la production d’information sur ce pays honteux, dans la prise de conscience collective sur les actions à mener en Afrique du Sud. Ceci étant, en matière d’urbain, l’heure n’est définitivement plus à la reproduction de discours crypto-marxistes sur la libération... Pour comprendre l’Afrique du Sud urbaine, ses problèmes et ses enjeux, il faut aussi regarder vers la sociologie urbaine nord-américaine. En France, cette prise de conscience est loin d’être réalisée.

Bibliographie :

- Bähr J., Bock S., Jürgens U., 1998, « Auflösung der Segregation in der Post-Apartheid Stadt ? Diskutiert anhand klein räumiger Wohnungsmarketanalysen im Großraum Johannesburg », *Petermans Geographische Mitteilungen*, vol. 142 n° 1, pp. 3-18.
- Bénit C., 1998, « Gouvernement urbain et production de la ségrégation : quelles leçons de la ville d’apartheid », *Revue des Migrations Internationales*.
- Davis M., 1997, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La Découverte, 393 p.
- Douglas M., 1971, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, Maspero.

⁶ Certaines villes, comme Benoni (part de la nouvelle métropole d’Ekurhuleni, ex East Rand) ou Port-Elizabeth, ont des attitudes beaucoup plus libérales et laissent les résidents « prendre leurs responsabilités ».

- Guillaume Ph., 1997, « Du blanc au noir... Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg », *L'Espace Géographique*, Tome 26 n° 1, pp. 21-33.
- Guillaume Ph., 2001, *Johannesburg. Géographies de l'exclusion*, Paris, Karthala & IFAS, 392 p.
- Landman K., 2000, *An overview of enclosed neighbourhoods in South Africa*, Pretoria, CSIR, 27 p.
- Montclos (de) M.-A. [Pérouse], 1997, *Violence et sécurité urbaine en Afrique du Sud et au Nigeria. Un essai de privatisation*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes, 303 et 479 p.
- Morris A., 1999, *Bleakness & light. Inner-city transition in Hillbrow, Johannesburg*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 411 p.
- Rennes J.-M. (dir.), 1999, *La recherche sur la ville en Afrique du Sud*, Paris, Anthropos, 252 p.
- Schlemmer L., Stack L., 1990, *Black, Whites and shades of Grey. A study of responses to residential desegregation in the Pretoria-Witwatersrand Region. Johannesburg*, Center for Policy Studies, Research Report n° 9, 306 p.
- Schönteich M., 1999, *Unshackling the crime fighters. Increasing private sector involvement in South Africa's criminal justice system*, Johannesburg, South African Institute of Race Relations, 116 p.
- Staszak J.-F., 2000, « Prophéties autoréalisatrices et géographie », *L'Espace Géographique*, tome 29 n° 2, pp. 105-119.
- Rule S., 1995, *Suburban demographic change in Johannesburg : the case of Bertrams*, Communication présentée à l'Union Géographique Internationale, 21-25 août 1995, 11 p.
- Xiberras M., 1996, *Les théories de l'exclusion*, Paris, Armand Colin & Masson, 204 p.